

Le Conseil suprême  
décide de rapatrier  
immédiatement les  
prisonniers allemands.

A LA CHAMBRE : DISCOURS DE MM. MAURICE BARRÈS ET ALBERT THOMAS

# EXCELSIOR

10<sup>e</sup> Année. — N° 3.205. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre Lafitte, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON  
Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris.

SAMEDI  
30  
AOUT  
1919

Croyez au bien !  
Seul il fonde quel-  
que chose ; le mal  
est stérile.

RENAN.

## LES ROUMAINS A BUDAPEST

PREMIÈRES PHOTOGRAPHIES ARRIVÉES HIER A PARIS



L'ÉTAT-MAJOR ROUMAIN REUNI DEVANT LE GRAND QUARTIER GÉNÉRAL DES TROUPES DE TRANSYLVANIE, A BUDAPEST



DISTRIBUTION DE DÉJEUNERS AUX ENFANTS DE LA POPULATION PAUVRE.

Aucune photographie de l'occupation de Budapest par les armées roumaines de Transylvanie n'était encore parvenue à Paris. Le courrier nous a apporté les premières, que nous adresse notre envoyé spécial. Celle du haut montre, au premier rang, et de gauche à droite : S. Exc. M. Diamandy, ministre plénipotentiaire, haut commissaire du gouvernement roumain en Hongrie, en tenue de commandant de chasseurs ;

A LA CASERNE DU 4<sup>e</sup> RÉGIMENT DE CHASSEURS ROUMAINS, A BUDAPEST

le colonel Gates, attaché militaire de la légation des États-Unis à Bucarest ; le général Mardaresco, commandant en chef des troupes roumaines de Transylvanie ; le général Pétin, attaché militaire de la légation de France à Bucarest ; le général Ponaïtescu, chef d'état-major du général Mardaresco ; le général Potarco, médecin-inspecteur général de l'armée roumaine. On voit, au second rang, un capitaine français.

Ayuntamiento de Madrid



2

# Le traité de paix devant la Chambre

## MM. MAURICE BARRÈS ET ALBERT THOMAS PRONONCENT DEUX GRANDS DISCOURS

Le premier montre la nécessité d'une politique rhénane. Le second envisage nos relations avec l'Allemagne.

Mardi prochain, M. A. Tardieu exposera, au nom du gouvernement, la marche des négociations.

La quatrième du traité de paix a fait recette. Il y avait du monde, hier, à la Chambre : du public dans les tribunes, des députés dans la salle. On avait annoncé, en effet, un discours de M. Maurice Barrès, éminent, pour lequel beaucoup s'étaient dérangés.

M. Maurice Barrès votera le traité, bien qu'il l'eût souhaité autrement fait. — D'une victoire si grande et si coûteuse, dit-il, nous espérons la sécurité des régions du Nord et de l'Est, perpétuellement menacées de l'agression allemande. Nous comptons qu'elle nous donnera la garde militaire, des idées de paix. Le traité, cependant, ne pas voter ? En fait, nous sommes dans l'état de paix. La signature est, en quelque sorte, la carte forcée.

D'ailleurs, M. Maurice Barrès ne votera pas sans une grande espérance. Ce traité renferme, en effet, des germes de prospérité européenne et des moyens de sécurité



M. MAURICE BARRÈS

pour la France, à condition, dit-il, que ces germes et ces moyens ne soient pas combattus par ceux-là mêmes qui doivent les faire valoir et que nous ayons une politique rhénane.

Quelle sera notre politique rhénane ? C'est la question que le député de Paris pose au gouvernement.

— La France en a toujours eu une, dit-il. Celle de Charlemagne se ralliait docilement à notre état d'esprit. Il ne croyait pas avoir surhumainement vaincu les Saxons et les Vikings, et ne les convertissait point. Notre victoire sur les Allemands ne sera complète que si nous pouvons les modifier au point de vue moral, et leur faire abandonner leur paillardisme, et les amener à nos conceptions pacifiques.

Sur la plupart des bancs, de chaleureux applaudissements accueillirent ces paroles. M. Maurice Barrès déclara que la libre disposition des peuples devait être le principe de notre politique, que nous devrions écouter les vœux des populations rhénanes pour les faire nôtres.

— Pour ma part, dit-il, j'ai vu nos soldats accueillis par elles sans antipathie, comme si elles se souvenaient que nos grands-pères ont été avec les leurs soldats de la Grande Armée, et comme si elles entendaient encore le rythme du tambour Legrand qui avait éveillé dans l'âme de Henri Heine certaines rêveries romantiques. J'ai vu le drapeau, d'abord méfiant à l'égard de la France laïque, ouvrir ses épaules et ses chapelles à nos aumôniers, décorés de la croix de guerre par la République, et c'était un magnifique spectacle que la fête de Jeanne d'Arc dans les cathédrales du Rhin, près du fleuve pavé de nos drapeaux.

On applaudit à droite et à gauche. On applaudit, plus loin, à gauche et même à l'extrême gauche, quand M. Maurice Barrès montra la nécessité, pour nous, de comprendre en commun ces populations dont l'état d'esprit peut ainsi se formuler :

Elles sont allemandes, elles veulent rester allemandes, mais elles n'aiment pas la Prusse, et elles désirent jouir d'une autonomie dans le cadre allemand.

Dans un profond silence, M. Maurice Barrès poursuivait :

— Les germes de civilisation apportés sur le Rhin par les légions romaines y ont été maintenus au moyen des fondations catholiques, et ils subsistent encore dans le parti du centre. L'opposition entre la sensibilité des populations rhénanes de fond romain et celle des populations prussiennes de fond slave, fait de droit pour la France laïque, ouvrir ses épaules et ses chapelles à nos aumôniers, décorés de la croix de guerre par la République, et c'était un magnifique spectacle que la fête de Jeanne d'Arc dans les cathédrales du Rhin, près du fleuve pavé de nos drapeaux.

On applaudit à droite et à gauche. On applaudit, plus loin, à gauche et même à l'extrême gauche, quand M. Maurice Barrès montra la nécessité, pour nous, de comprendre en commun ces populations dont l'état d'esprit peut ainsi se formuler :

Elles sont allemandes, elles veulent rester allemandes, mais elles n'aiment pas la Prusse, et elles désirent jouir d'une autonomie dans le cadre allemand.

Dans un profond silence, M. Maurice Barrès poursuivait :

— Les germes de civilisation apportés sur le Rhin par les légions romaines y ont été maintenus au moyen des fondations catholiques, et ils subsistent encore dans le parti du centre. L'opposition entre la sensibilité des populations rhénanes de fond romain et celle des populations prussiennes de fond slave, fait de droit pour la France laïque, ouvrir ses épaules et ses chapelles à nos aumôniers, décorés de la croix de guerre par la République, et c'était un magnifique spectacle que la fête de Jeanne d'Arc dans les cathédrales du Rhin, près du fleuve pavé de nos drapeaux.

On applaudit à droite et à gauche. On applaudit, plus loin, à gauche et même à l'extrême gauche, quand M. Maurice Barrès montra la nécessité, pour nous, de comprendre en commun ces populations dont l'état d'esprit peut ainsi se formuler :

Elles sont allemandes, elles veulent rester allemandes, mais elles n'aiment pas la Prusse, et elles désirent jouir d'une autonomie dans le cadre allemand.

Dans un profond silence, M. Maurice Barrès poursuivait :

— Les germes de civilisation apportés sur le Rhin par les légions romaines y ont été maintenus au moyen des fondations catholiques, et ils subsistent encore dans le parti du centre. L'opposition entre la sensibilité des populations rhénanes de fond romain et celle des populations prussiennes de fond slave, fait de droit pour la France laïque, ouvrir ses épaules et ses chapelles à nos aumôniers, décorés de la croix de guerre par la République, et c'était un magnifique spectacle que la fête de Jeanne d'Arc dans les cathédrales du Rhin, près du fleuve pavé de nos drapeaux.

On applaudit à droite et à gauche. On applaudit, plus loin, à gauche et même à l'extrême gauche, quand M. Maurice Barrès montra la nécessité, pour nous, de comprendre en commun ces populations dont l'état d'esprit peut ainsi se formuler :

Elles sont allemandes, elles veulent rester allemandes, mais elles n'aiment pas la Prusse, et elles désirent jouir d'une autonomie dans le cadre allemand.

Dans un profond silence, M. Maurice Barrès poursuivait :

tre de l'Armement formata, d'ailleurs, certaines critiques. Il rappela que la note du 25 février — note admirable de grandeur et de beauté classique — que le gouvernement défendit à la Conférence, faisait la critique la plus sévère du système de garanties qui constitue le traité.

— Cette note répliqua, dit-il, toute pensée de conquête et d'annexion, elle laisse à la Conférence le soin de marquer la modalité politique à établir sur la rive gauche du Rhin, elle fait valoir que l'occupation permanente est la garantie suprême. Dès lors, pourquoi pas aller se soumettre à la résistance ?

M. Albert Thomas estime que la question a son importance :

— Au moment où vous discutez, dit-il à M. Clemenceau, nous avons vu toute une campagne dans la presse anglaise et américaine. On accusait la France d'être annexionniste, et même de vouloir, reprenant la politique napoléonnienne, partir de nouveau à la conquête du monde. C'était bien mal nous connaître tous !

Sur tous les bancs de la Chambre, des applaudissements éclatèrent.

L'orateur exprima l'avis que la neutralisation de la rive gauche du Rhin, sous l'égide de la Société des Nations, eût peut-être été la solution. Plus loin, il traita la question de nos rapports futurs avec l'Allemagne. Il déclara qu'en 1914 le peuple allemand avait été trompé par ses dirigeants et entraîné dans l'agression contre la France, mais soutint que, pendant toute la guerre, des hommes s'étaient dressés contre le militarisme.

— Je vous en prie, s'écria-t-il, écoutez ces quelques indications, et ne dites pas qu'il n'y a en Allemagne aucun effort de libération, aucun effort de démocratie, aucun effort de justice !

M. Albert Thomas entrevoit la possibilité d'une doctrine commune, qui nous permettrait d'agir en commun. Pour la première fois, on a dit, dans le traité : « La guerre est un crime, et il y a des responsables de ce crime ! »

— Je ne m'insurge donc pas contre le procès de Guillaume II, s'écria l'orateur socialiste aux applaudissements de la Chambre. Il peut n'être pas sans danger, car s'il se mal conduit il peut susciter un sursaut d'amour-propre et une politique de revanche. Mais s'il est mené de façon à établir nettement la responsabilité de la guerre et à faire la lumière, il répondra aux aspirations de l'humanité. Responsabilité, c'est-à-dire réparations, c'est-à-dire justice ! C'est là la politique qu'il faut faire sans se laisser entraîner à une idée de représailles et de peine punitive. C'est cette politique-là que nous attendons du gouvernement de la France.

Dans la seconde partie de son discours, M. Albert Thomas parla de la Société des Nations, dans laquelle la France réalisera sa vraie victoire.

Il rappela qu'une sorte de déclaration des droits des nations devait précéder le pacte.

— Ce qui importe, dit-il, c'est de définir surtout les règles de la politique universelle, et ce qui doit être surtout établi, c'est que les règles doivent valoir uniformément pour tout le monde, et que ceux qui les imposent doivent les respecter !

Les autres orateurs inscrits ayant renoncé momentanément — à la parole. M. André Tardieu fera mardi, au nom du gouvernement, un exposé des négociations de paix. Il semble que l'on veuille en finir samedi prochain. Mais le pourra-t-on ? — LÉOPOLD BLOND.

### UNE MOTION SOCIALISTE

Les indemnités pour la reconstitution des régions dévastées

Au nom du groupe socialiste, M. Vincent Auriol a déposé, hier, sur le bureau de la Chambre, la proposition de résolution suivante :

La Chambre invite le gouvernement à négocier immédiatement avec les gouvernements alliés et associés pour obtenir les résultats suivants :

1. Les indemnités prévues par les articles 232 et suivants du traité de paix avec l'Allemagne pour la réparation des dommages devront être destinées, avant toute autre affectation et jusqu'à complète restitution, à la reconstitution des pays dévastés.

2. Les bons et valeurs remis par l'Allemagne seront, jusqu'à concurrence des sommes nécessaires à la reconstitution des départements dévastés, escomptés et garantis par les principales nations alliées et associées.

3. Un règlement des frais de guerre interviendra entre toutes les puissances alliées et associées de telle sorte qu'aucune d'entre elles ne soit, du fait des hostilités, proportionnellement plus chargée que l'autre.

### La reddition de Maubeuge

Pour la seconde fois, le colonel Beauchêne, le colonel Duchesne, le général Desaleux, ancien gouverneur de la place ; le colonel Charlier et le commandant Quétier ont été entendus hier par le conseil d'enquête.

Le commandant Roche et le général Meslin, ancien ministre de la Guerre, ont ensuite déposé.

# EXCELSIOR

## LE TRICENTENAIRE DE COLBERT

### SUR LE TOMBEAU DU FONDATEUR DE LA MARINE FRANÇAISE



LA COURONNE AU PIED DU MONUMENT DE COLBERT  
Cette photographie a été prise, hier matin, à 9 heures, dans l'église Saint-Eustache, devant le beau monument de Colbert dû au sculpteur Coysevox. Voici : 1. M. Henri Moyset, chef du cabinet civil du ministre de la Marine ; 2. l'amiral Ronarh, chef d'état-major général ; 3. M. Georges Leygues, ministre de la Marine ; 4. le vice-amiral Tracou, directeur des services du cabinet ; 5. M. Masmejean, officier d'ordonnance du ministre.

M. Georges Leygues, ministre de la Marine, accompagné du vice-amiral Ronarh, chef d'état-major général, du vice-amiral Tracou, directeur des services du cabinet, de M. Henri Moyset, chef du cabinet civil, du mécanicien en chef Masmejean, officier d'ordonnance du ministre, est allé, hier matin, déposer une couronne de chêne et de laurier ornée d'un ruban tricolore sur lequel est imprimée en lettres d'or l'inscription suivante :

LA MARINE FRANÇAISE  
A JEAN-BAPTISTE COLBERT  
29 AOÛT 1619 — 29 AOÛT 1919

Un piquet de six marins portant la fourragère et la croix de guerre assistait à la cérémonie.

Dans les ports et les établissements maritimes, ainsi qu'à bord des navires, le tricentenaire du grand homme d'Etat a également été fêté. Une notice résumée par le ministre de la Marine a été lue aux équipages pour rappeler le rôle prédominant de Colbert dans la création, l'organisation et l'armement de notre marine.

En 1660, la flotte d'Orient, en Méditerranée, comptait huit galères délabrées, et la flotte du Ponant, qui gardait l'Océan, douze vaisseaux de haut bord, dont la moitié pourrissait dans les darses.

Dix ans suffirent pour que tout change. En 1670, le roi pouvait mettre en ligne 120 vaisseaux, 25 frégates, 25 flûtes, 26 brûlots et 24,000 matelots, 900 officiers et 13,000 soldats de marine.

En 1681, il avait 276 bâtiments, 1,300 officiers et 53,000 marins.

L'artillerie suivait la même progression. En 1668, la marine disposait de 1,040 bouches à feu ; en 1671, elle en comptait 6,400. Nos bateaux de commerce reparaissent

### ON TÉLÉGRAMME DE BOSSOUTROT RELATE L'ACCIDENT DU "GOLIATH"

L'avion a atterri sur une plage en pente par marée haute. Les passagers ont été trouvés par un indigène après six jours sans le moindre secours.

Bien qu'on fût rassuré sur le sort du Goliath et de son équipage, les détails précis faisaient défaut relativement aux incidents qui contraignaient le lieutenant Bossoutrot à interrompre son voyage sur Dakar, alors qu'il se trouvait si près du but.

Le premier télégramme du hardi pilote est parvenu hier à la Maison Farman.

Nous en respectons scrupuleusement la forme :

DAGANA, 17 août 1919.

Arriverons Saint-Louis début septembre.

Voyage sur mer de nuages.

Panne occasionnée par rupture boulons hélice droite.

Vol avec un moteur pendant 35 minutes, mais moteur chauffant par suite trop grande température de l'air ; atterrissage sur plage en pente par marée haute.

Avion vire, entre dans la mer, et se brise à 130 kilomètres nord de Saint-Louis.

Restons six jours sans sauvetage.

Faisons de l'eau avec alambic.

Somme trouvée par indigènes, puis par une caravane envoyée de Médérah.

Signé : BOSSOUTROT.

### Prohibitions d'exportations

Le ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement vient de prendre un décret prohibant la sortie et la réexportation des marchandises suivantes : volailles, engrais organiques, riz, mélasse, glucoses, acides de déphosphoration, sulfate d'ammoniaque, nitrates de soude, de chaux, cyanamide calcique, superphosphate de chaux, engrais chimiques, féculs de pommes de terre, de maïs et autres.

# LES CONFLITS EN COURS

## THÉÂTRES, MUSIC-HALLS ET CINÉMAS DE PARIS FERMERONT-ILS LUNDI ?

### DE NOMBREUX INCIDENTS SE SONT PRODUITS A L'AUDIENCE D'HIER

Au cas où une grève totale ou partielle des music-halls éclaterait, la capitale serait à peu près privée de spectacles, car la plupart des directeurs de théâtres « seraient relâchés ».

CE QU'EST LE BUDGET d'un music-hall parisien.

Nous avons relaté le conflit qui s'est élevé entre l'Association des directeurs de music-halls de Paris et la Fédération du spectacle. Le cahier de revendications présenté par cette dernière a été repoussé en bloc par les directeurs, qui se sont engagés à fermer tous leurs établissements le 1<sup>er</sup> septembre si une grève éclatait, totale ou partielle. Dans ce cas, d'ailleurs, les directeurs de cinémas prendront la même mesure.

Quant aux théâtres, nous croyons savoir que MM. Alphonse Franck, directeur du Gymnase et du Théâtre Edouard-VII ; Hertz et Coquelain, directeurs de la Porte-Saint-Martin et de l'Ambigu ; Quinson, directeur des Bouffes-Parisiens, et Maurice Bernhardt, directeur du Théâtre Sarah-Bernhardt, se solidariseront avec leurs confrères des music-halls.

Si la Fédération du spectacle décrète la grève, Paris sera donc à peu près privé de spectacles lundi prochain.

A ce propos, il nous paraît intéressant de faire connaître à nos lecteurs le budget d'un grand music-hall parisien, et de dresser un tableau comparatif des salaires, des traitements et des cachets payés aux artistes et au personnel ouvrier.

TABLEAU COMPARATIF des salaires et des cachets du personnel d'un music-hall.

MACHINISTES	.....	20 et 22 francs par jour.
ELECTRICIENS	.....	20 francs par jour.
CHEFS MACHINISTES	.....	900 francs par mois.
CHEFS ELECTRICIENS	.....	700 francs par mois.
REGISSEURS	.....	De 400 à 600 fr. par mois.
HABILLEUSES	.....	6 francs par jour.
MUSICIENS	.....	15 francs par jour.
CH. D'ORCHESTRE	.....	1,000 francs par mois.
CH. DE CHOEUR	.....	500 francs par mois.
CH. DE CHOEUR	.....	400 francs par mois.
FIGURANTS	.....	De 250 à 300 fr. par mois.
ARTISTES	.....	De 20 à 1,000 fr. par jour.

Nous avons pris l'exemple du Casino de Paris.

La revue actuelle, qui est une revue d'été, entraîne des frais quotidiens qui se montent à 7,100 francs. Dans ce chiffre, on fait entrer le loyer, l'amortissement des décors et des costumes, les frais de publicité dans les journaux, l'affichage sur les murs et palissades, les cachets des artistes, des danseuses et des figurantes, les salaires des musiciens, des machinistes, des électriciens et du petit personnel, les frais généraux d'administration intérieure. Les droits des auteurs, de l'Assistance publique et la taxe de l'Etat y sont également compris. Il ressort des recettes publiées par la Société des auteurs que les loyers de compensation de ce chiffre de 7,100 francs.

La première revue montée au Casino de Paris — et, à cette époque, les traitements n'étaient pas aussi élevés qu'aujourd'hui — nécessitait un budget quotidien de 11,000 francs. Avec la revue qui doit passer le mois prochain, on prévoit un budget dépassant 9,000 francs.

— Je ne puis, dans ces conditions, nous a dit M. Volterra, accepter le cahier de revendications de la Fédération du spectacle. J'emploie, en ce moment, dans mon établissement, 24 machinistes, 14 électriciens, 3 régisseurs, 18 habilleuses, une trentaine de musiciens, 28 girls, 10 danseuses, 20 figurantes. — GASTON LEBEL.

### L'AFFAIRE JUDET

Le commandant Abert est arrivé, hier soir, au 3<sup>e</sup> conseil de guerre, où les commandants Julien et Thibaut lui ont remis le dossier de l'affaire Judet.

Un télégramme de dénégations

Nos lecteurs connaissent les protestations de M. Ernest Judet, ancien directeur de l'Eclair, contre l'inculpation dont il est l'objet. Hier encore, le Journal de Genève publiait une dépêche de M. Judet ainsi conçue :

Toutes assertions fausses ou calomnieuses : ni anglophile ni austrophile ; voulu alliance plutôt qu'entente anglaise ; considérais l'Autriche contrepoint naturel de l'Allemagne ; enfants élevés dans pensions diplomatiques françaises ; affaire documents diplomatiques bornée à reproduction article Revue de Lausanne ; jamais rien connu Bonnet Rouge ; absolument essai vente Déclat à Lemur ; ardent journal capitaine allemand pure invention. Total : bloc absurdités ou ignominies. — JUDET.

A propos d'un coup de téléphone

On fait grief à M. Judet d'un coup de téléphone qu'il donna à Milan pour annoncer à un journaliste italien l'entrée en guerre de l'Italie, indiscretion que M. Viviani, alors président du Conseil, jugea fâcheuse et qu'il rappela dans une récente interview.

M. Russo, correspondant du Corriere d'Italia, déclare, dans une lettre à la presse, que le coup de téléphone en question fut donné par lui sous le contrôle de la censure, et qu'il tenait, en effet, l'information de M. Judet.

### Les bolcheviks à Pskoff

COPENHAGUE, 28 août. — La presse suédoise a reçu confirmation de la prise de Pskoff par les bolcheviks. Les troupes rouges ont occupé la ville mercredi matin.

Le défenseur de miss Carven, M. Kirchen, du barreau de Bruxelles, déclare que l'arrestation de l'héroïne anglaise ne fut motivée par la dénonciation d'un Belge.

DEPOSITION DU C<sup>1</sup> DESPREZ attaché militaire à La Haye.

Au début de l'audience, le président annonce l'envoi au prince de Croÿ, trouve en Amérique, d'un câble contenant la question posée par la déesse « Bauq a-t-il pu avoir en sa possession la carte produite contre Mme Bodin ? On se rappelle que, quelque temps après l'exécution de miss Carven, un Belge d'un coup de revolver, en pleine rue de Bruxelles, un de ses compatriotes, de Rodde. Le bruit courut que le prince de Croÿ avait voulu venger la mort de son fils, le prince de Croÿ, qui avait été condamné à mort par les Belges et fusillé. M. Henri Darmon, forme de conclusion, demande au prince de guerre de se faire adresser par les autorités belges le dossier de l'affaire.

Cette requête est repoussée, conformément aux réquisitions du commissaire du gouvernement, qui déclare qu'il n'y a

pas de preuve de la culpabilité de miss Carven.

On a vu, d'ailleurs, que le prince de Croÿ avait été condamné à mort par les Belges et fusillé. M. Henri Darmon, forme de conclusion, demande au prince de guerre de se faire adresser par les autorités belges le dossier de l'affaire.

Cette requête est repoussée, conformément aux réquisitions du commissaire du gouvernement, qui déclare qu'il n'y a

pas de preuve de la culpabilité de miss Carven.

On a vu, d'ailleurs, que le prince de Croÿ avait été condamné à mort par les Belges et fusillé. M. Henri Darmon, forme de conclusion, demande au prince de guerre de se faire adresser par les autorités belges le dossier de l'affaire.

Cette requête est repoussée, conformément aux réquisitions du commissaire du gouvernement, qui déclare qu'il n'y a

pas de preuve de la culpabilité de miss Carven.

On a vu, d'ailleurs, que le prince de Croÿ avait été condamné à mort par les Belges et fusillé. M. Henri Darmon, forme de conclusion, demande au prince de guerre de se faire adresser par les autorités belges le dossier de l'affaire.

Cette requête est repoussée, conformément aux réquisitions du commissaire du gouvernement, qui déclare qu'il n'y a

pas de preuve de la culpabilité de miss Carven.

On a vu, d'ailleurs, que le prince de Croÿ avait été condamné à mort par les Belges et fusillé. M. Henri Darmon, forme de conclusion, demande au prince de guerre de se faire adresser par les autorités belges le dossier de l'affaire.

Cette requête est repoussée, conformément aux réquisitions du commissaire du gouvernement, qui déclare qu'il n'y a

pas de preuve de la culpabilité de miss Carven.

On a vu, d'ailleurs, que le prince de Croÿ avait été condamné à mort par les Belges et fusillé. M. Henri Darmon, forme de conclusion, demande au prince de guerre de se faire adresser par les autorités belges le dossier de l'affaire.

Cette requête est repoussée, conformément aux réquisitions du commissaire du gouvernement, qui déclare qu'il n'y a

pas de preuve de la culpabilité de miss Carven.

On a vu, d'ailleurs, que le prince de Croÿ avait été condamné à mort par les Belges et fusillé. M. Henri Darmon, forme de conclusion, demande au prince de guerre de se faire adresser par les autorités belges le dossier de l'affaire.

Cette requête est repoussée, conformément aux réquisitions du commissaire du gouvernement, qui déclare qu'il n'y a

pas de preuve de la culpabilité de miss Carven.

On a vu, d'ailleurs, que le prince de Croÿ avait été condamné à mort par les Belges et fusillé. M. Henri Darmon, forme de conclusion, demande au prince de guerre de se faire adresser par les autorités belges le dossier de l'affaire.

Cette requête est repoussée, conformément aux réquisitions du commissaire du gouvernement, qui déclare qu'il n'y a

pas de preuve de la culpabilité de miss Carven.

On a vu, d'ailleurs, que le prince de Croÿ avait été condamné à mort par les Belges et fusillé. M. Henri Darmon, forme de conclusion, demande au prince de guerre de se faire adresser par les autorités belges le dossier de l'affaire.

Cette requête est repoussée, conformément aux réquisitions du commissaire du gouvernement, qui déclare qu'il n'y a

pas de preuve de la culpabilité de miss Carven.

On a vu, d'ailleurs, que le prince de Croÿ avait été condamné à mort par les Belges et fusillé. M. Henri Darmon, forme de conclusion, demande au prince de guerre de se faire adresser par les autorités belges le dossier de l'affaire.

Cette requête est repoussée, conformément aux réquisitions du commissaire du gouvernement, qui déclare qu'il n'y a

pas de preuve de la culpabilité de miss Carven.

On a vu, d'ailleurs, que le prince de Croÿ avait été condamné à mort par les Belges et fusillé. M. Henri Darmon, forme de conclusion, demande au prince de guerre de se faire adresser par les autorités belges le dossier de l'affaire.

Cette requête est repoussée, conformément aux réquisitions du commissaire du gouvernement, qui déclare qu'il n'y a

pas de preuve de la culpabilité de miss Carven.

## LES PRINCIPAUX TÉMOINS ENTENDUS HIER DANS L'AFFAIRE QUIEN



M. Cappiaux : M. Debloet : Mlle Marthe Mairie : Mlle Léonie Mairie : M. Van den Eynde : L'abbé Boosteels : Le colonel Desprez : M. Kirchen

Ayuntamiento de Madrid

LECON PAR CORRESPONDANCE IGIEN

Comment comprenez-vous, comment entendez-vous interpréter le traité ? Telles furent les questions que M. Albert Thomas posa ensuite au gouvernement.

Sur le traité lui-même, l'ancien minis-











## A large, ornate tent structure, likely a temporary residence or administrative building, set up in an open field. The tent has a high, peaked roof and is supported by numerous poles. It is surrounded by other smaller structures and equipment, suggesting a temporary camp or encampment. The background shows a cityscape with buildings and a flag flying from a tall pole.

## LES DÉBRIS D'UN MANÈGE DE CHEVAUX DE BOIS

## LESS SPORTS

\_\_\_\_\_



